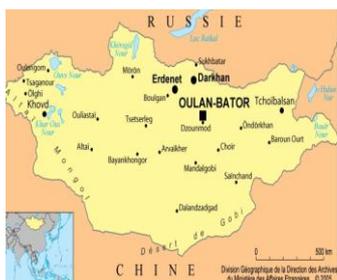


**MONGOLIE : FICHE PAYS – FEVRIER 2023**



Catégorie OCDE (2022) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B/B3/B

Monnaie locale : Tugrik mongol / Régime de change : administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

**FORCES**

- Soutien financier international
- Ressources minières abondantes

**FAIBLESSES**

- Economie peu diversifiée
- Dépendante au secteur minier et au cours des matières premières
- Système bancaire sous capitalisé
- Pays enclavé

**SYNTHÈSE :**

Evolution des risques : pas de changement majeur à ce stade

**Environnement macroéconomique et financier :**

- **Vulnérabilité de la croissance :** Après une croissance prévue à 2,5% en 2022 (contre +1,6% en 2021), les perspectives pour 2023 restent favorables (autour de 5%). La fin de la politique zéro Covid de la Chine (1er client à l'export du pays), ainsi que l'expansion de la capacité minière devraient stimuler les exportations du pays. La consommation des ménages devrait en revanche rester modérée compte tenu d'un niveau d'inflation encore élevé et de la hausse de la pauvreté. L'investissement local pourrait pâtir du durcissement de la politique monétaire (taux d'intérêt à 13% fin 2022), tandis que la politique d'ouverture des banques, ainsi que le plan de relance « *New Revival Policy* » pourraient attirer davantage d'investissement étranger vers les secteurs non minier.
- **Vulnérabilité des comptes publics :** Après le creusement du déficit public en 2020, la reprise progressive de l'activité, ainsi que la hausse du prix des matières premières ont contribué à l'augmentation des recettes budgétaires ce qui a favorisé la résorption partielle du déficit (prévu autour de -0,4% du PIB en 2022). La dette publique, bien qu'en diminution, resterait élevée (autour de 72% du PIB) et au-dessus du plafond à 50% du PIB préconisé par le FMI. Alors que la dette publique est majoritairement externe (96% du total), la hausse prévue des exportations minières, ainsi qu'une nouvelle émission obligataire en janvier 2023 (pour refinancer une partie de dette existante) devrait permettre au pays d'honorer les paiements de sa dette à court terme.
- **Vulnérabilité extérieure :** La poursuite des investissements dans les mines contribue à augmenter les besoins d'importations (biens d'équipements en particulier) que conjuguée à la hausse du prix du pétrole et des produits alimentaires importés, ont conduit au creusement du solde courant (prévu autour de 20% du PIB en 2022). La dette externe totale est en progression et devrait atteindre 255% du PIB en 2021 (contre 228% du PIB en 2019). La part publique s'élèverait à près de 68% du PIB en 2021 et serait détenue aux deux tiers par les créanciers multi et bilatéraux. Les réserves de change sont en baisse, mais la hausse prévue des exportations (en volume en particulier) devrait favoriser les entrées de devises dans le courant de l'année. Enfin, la monnaie locale a eu tendance à se déprécier (autour de 20% en YtD au 10 février 2023) affectée par le creusement de la balance de paiements.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire :** Le système bancaire présente des faiblesses notamment en matière de capitalisation et présenterait également un niveau élevé des prêts non performants. Dans un effort de renforcer les capitaux des banques, le parlement a approuvé (janvier 2021) un amendement à la loi bancaire qui oblige cinq banques nationales systémiques d'être cotées en bourse sur la période 2022 à mi-2023.

**Environnement politique et gouvernance :**

- **Stabilité socio-politique :** Les épisodes d'instabilité politique resteraient encore récurrents et ne sont pas à écarter à court terme compte tenu de la frustration de la population face à la hausse du coût de la vie et la perception de la corruption au sein de la classe politique.
- **Climat des affaires :** la poursuite du « *New Revival Policy* » qui intègre un ensemble de réformes visant à assurer la stabilité politique et macroéconomique, à accélérer les partenariats public-privé, à créer un environnement des affaires et commercial plus favorables, ainsi qu'ouvrir davantage le pays aux investissements devrait contribuer à l'amélioration du climat des affaires.

**Environnement et politique du climat :**

- **Vulnérabilité climatique :** Signataire des accords de Paris, la Mongolie s'est engagée à mener des actions en faveur du climat, sous réserve notamment d'un soutien financier de la communauté internationale. La production d'électricité constitue la principale source d'émissions de CO2 du pays (88% de la production à partir du charbon). Des projets de développement d'énergie renouvelable sont toutefois en cours et devraient contribuer à la réduction des émissions à moyen terme.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Charbon, briquettes	39,5%	Pétrole, électricité	21,0%	Chine	84,4%	Chine	34,3%
Minerais de cuivre,fer,zinc	38,5%	Véhicules automobiles	14,8%	Suisse	6,5%	Russie	28,1%
Or	10,4%	Machines, appareils méc.	13,0%	Singapour	1,5%	Japon	8,4%
Laine, poils fins	4,3%	Machines, appareils élec.	7,3%	Russie	1,0%	Corée du Sud	4,5%
Feldspath, leucite, néphéline	2,1%	Ouvrages en fonte, fer, acier	2,5%	France (12ème)	0,1%	France (14ème)	0,7%

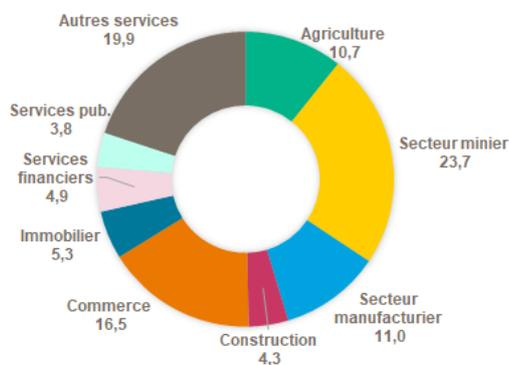
Source: Cnucead

## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MONGOLIE	2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	13	14	13	15	16	17
<i>Rang PIB mondial</i>	134	130	133	135	133	129
Population (Mns)	3,2	3,3	3,4	3,4	3,5	3,5
<i>Rang Population mondiale</i>	129	129	129	129	129	129
PIB / habitant (USD)	4 079	4 309	3 965	4 483	4 542	4 726
Croissance PIB (%)	7,7	5,6	-4,6	1,6	2,5	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,8	7,3	3,7	7,1	14,8	12,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	1,9	2,7	1,4	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dettes publiques part du gouvernement (% PIB) <sup>D</sup>	74,3	66,8	83,4	67,7	72,2	72,7
Solde public (% PIB)	2,9	1,0	-9,2	-3,1	-0,4	0,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	-16,7	-15,2	-5,1	-12,8	-20,3	-17,5
IDE (% du PIB)**	16%	17%	13%	14%	15%	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)**	3,3	3,5	5,4	4,2	2,8	3,0
Dettes extérieures totales (% PIB)*	241,7	228,7	250,0	255,0	305,2	311,8
Dettes extérieures CT (% PIB)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change***	2639	2663	2812	2852	3136	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de NPL <sup>E</sup>	NA	NA	10,7	11,8	NA	NA
ROE	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	98	99	104	113	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	62	74	81	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) <sup>a</sup>	44	40	13	9	9	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	64	64	63	73	63	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : WEO (octobre 2022), \* Banque mondiale, \*\* Oxford Economics, \*\*\*T. Reuters, a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d : Les données sur la dette publique de 2019 à 2023 sont issues des constatations préliminaires des services du FMI à la fin d'une visite officielle publiées en octobre 2022, e : Source ADB, taux de NPL 2020 (juin 2020) et taux de NPL 2021 (février 2021).

### VENTILATION SECTORIELLE DU PIB EN 2019 (EN %)



Source: NSO



## 1. SITUATION ECONOMIQUE

- Reprise progressive de l'activité

Pour 2022, le FMI prévoit une croissance autour +2,5% (contre +1,6% en 2021). L'activité demeure très dépendante du secteur minier (charbon et cuivre notamment) qui a bénéficié de la hausse du prix des matières premières et de l'investissement, malgré la flambée de l'inflation qui a pesé sur la consommation privée.

Pour 2023, les perspectives de croissance restent bien orientées, comprises entre 5% et 5,5%<sup>1</sup>. Sur le front externe, la fin de la politique zéro Covid de la Chine (1<sup>er</sup> client à l'export du pays), l'amélioration du réseau de transports reliant la Mongolie à la Chine<sup>2</sup>, ainsi que l'expansion de la capacité minière grâce au démarrage de la production de la mine souterraine de cuivre et d'or « *Oyu Tolgoi* » devraient stimuler les exportations du pays.

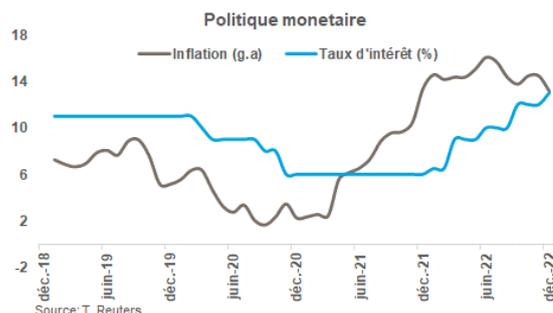
La Mongolie devrait par ailleurs pouvoir compter sur des alternatives en termes de financement et de facilités pour son commerce externe, via notamment l'utilisation des banques chinoises qui remplaceraient en partie les transactions auprès des banques russes, affectées par les sanctions financières internationales, et ainsi atténuer d'éventuels problèmes de paiement.

Coté interne, la consommation des ménages resterait modérée compte tenu de la hausse de la pauvreté et d'un niveau d'inflation qui demeure élevé (Cf. partie ci-dessous), malgré la hausse du salaire minimum en début d'année<sup>3</sup>. L'investissement dans le secteur extractif et des transports devrait en revanche rester dynamique. La politique de relance « *New Revival Policy* » lancé fin 2021 (Cf. Stratégie de diversification ci-dessous) pourrait également créer un cadre plus favorable à l'investissement.

- Durcissement monétaire face à la hausse de l'inflation

Face à la hausse constante de l'inflation depuis début 2021, la banque centrale de Mongolie a été amenée à relever son taux directeur de 700 pbs à 13% fin 2022.

Après avoir atteint un pic à 16,1% en g.a. en juin 2022, l'inflation diminue doucement et atteint 12% en janvier 2023. Son niveau demeure cependant très supérieur à la cible de la banque centrale à 6% (+/-2%).



Pour 2023, les pressions inflationnistes sont susceptibles de perdurer en cas de poursuite de la dépréciation du taux de change qui surenchérit les prix alimentaires en particulier, mais aussi du carburant et de biens durables importés<sup>4</sup>.

La banque centrale devrait maintenir son taux directeur à un niveau élevé afin de lutter contre l'inflation et maintenir le tugrik stable par rapport aux devises de ses partenaires commerciaux. Une nouvelle hausse du taux directeur de 50 pbs est par ailleurs prévue lors de la prochaine réunion du comité monétaire en mars 2023.

- Une stratégie de diversification et de développement de l'économie

L'absence de diversification de l'économie pénalise la croissance du pays. Les secteurs non miniers, l'agriculture, l'élevage et le textile souffrent d'un manque de compétitivité. L'activité de confection est affectée par la concurrence mondiale dans le secteur textile. Le secteur agricole pâtit d'un sous-investissement et soumis aux aléas climatiques dont le pays est coutumier.

L'arrivée de la crise sanitaire a mis en exergue la vulnérabilité de l'économie mongole et sa dépendance accrue au secteur extractif et vis-à-vis de l'étranger. Dans ce contexte, le gouvernement a lancé un plan de relance ambitieux « *New Revival Policy* » qui intègre un ensemble de réformes visant à assurer la stabilité politique et macroéconomique du pays, à accélérer les partenariats public-privé, à créer un environnement des affaires et commercial plus favorables, ainsi qu'ouvrir davantage le pays aux investissements.

La priorité serait donné à 6 secteurs/domaines jugés essentiels au développement du pays : l'infrastructure de transports (ports secs, autoroutes, chemin de fer), l'énergie (lignes de transmissions d'électricité en particulier), l'industrie (création d'usines de transformation minière et agricole à plus forte valeur

<sup>1</sup> Sources : FMI et EIU

<sup>2</sup> En septembre 2022, un nouveau chemin de fer reliant la mine de charbon de Tavan Tolgoi à la frontière chinoise a été ouverte. Plusieurs lignes déjà existantes devraient par ailleurs être modernisées grâce aux financements chinois.

<sup>3</sup> Hausse du salaire minimum de 31% à 550.000 MNT/mois, soit environ 146 euros (taux de change au 17 février). [National Minimum Wage Rises to MNT 550 Thousand \(montsame.mn\)](https://montsame.mn)

<sup>4</sup> La suppression de l'APL (loi anti-pandémique) mise en place pendant la pandémie devrait contribuer à contenir la croissance du crédit

hypothécaire subventionné qui demeurerait un important contributeur à l'inflation, selon le FMI. L'APL avait par ailleurs suspendu temporairement les limites macroprudentielles sur les ratios d'endettement et a contraint la banque centrale à entreprendre les activités quasi-fiscales telles que l'achat d'obligations d'entreprises publiques et des prêts concessionnels aux mineurs d'or.



ajoutée), l'**urbain et le rural** (développement d'autres villes centres d'activité afin de réduire les pressions d'urbanisation dans la capitale d'Oulan-Bator en particulier, mais aussi encourager le développement rural), la **croissance verte** (faire revivre les lacs, étangs et rivières asséchés, investir dans les sources de production d'énergie moins polluantes telles que l'hydroélectricité, améliorer l'approvisionnement en eau potable, eau d'irrigation, construire des barrages et de réservoirs pour transporter de l'eau vers la région de Gobi) et la **productivité de l'Etat** (numérisation des services, renforcement des sanctions liées à la corruption et les délits, rationalisation des structures administratives..).

- **Le secteur bancaire demeure fragile**

Le secteur bancaire mongol présente des faiblesses, notamment en matière de **capitalisation**, de **supervision bancaire** et présente également un **niveau élevé de prêts non performants**. Selon le FMI, une recapitalisation des banques serait en effet nécessaire pour assurer une stabilité du secteur financier local. Une recapitalisation à hauteur de 2% du PIB serait nécessaire, selon une étude réalisée en 2017<sup>5</sup>. L'impact de la pandémie a sans doute accrue ces besoins compte tenu de la hausse du taux des prêts non performants qui seraient passés de 10,7% en juin 2020 à 11,8% en février 2021.

Dans ce contexte, le parlement a approuvé en janvier 2021 un **nouvel amendement** à la loi bancaire qui **oblige cinq banques nationales systémiques à être cotées en bourse sur la période 2022-2023**<sup>6</sup>. De plus, les banques commerciales sont tenues de limiter à **20% maximum le nombre total d'actions détenue par un actionnaire et ses parties liées**.

La dollarisation du secteur bancaire serait par ailleurs source d'inquiétude en cas de dépréciation importante de la monnaie locale. Le FMI encourage également les autorités locales à renforcer les règles en matière de supervision bancaire.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

- **Résorption progressive du déficit budgétaire**

La crise sanitaire a chamboulé le processus de **consolidation budgétaire** qui avait été initié en 2017 suite à la mise en place d'un programme du FMI. **Le déficit public a ainsi grimpé à -9,2% du PIB en 2020**

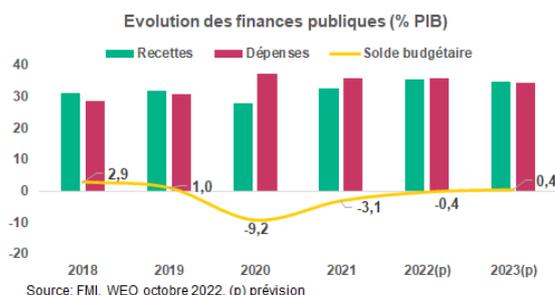
<sup>5</sup> Source : banque asiatique de développement

<sup>6</sup> Selon la presse, 20% des actions des banques visées devront être cotés d'ici mi-2023 et 80% du total des actions d'ici fin 2023. Source : [Mongolian banks begin listing IPOs successfully - News.MN](#)

<sup>7</sup> Le budget 2023 devrait par ailleurs introduire l'impôt sur les bénéfices des non-résidents qui serait appliqué sur les gains nets plutôt que sur la valeur brute des ventes afin de soutenir les introductions en bourse des banques et d'entreprises publiques.

(contre un excédent de +1% en 2019) et la **trajectoire à la baisse de la dette publique s'est arrêtée**.

La **reprise progressive de l'activité**, ainsi que la **hausse du prix des matières premières** ont contribué à la hausse de recettes budgétaires ce qui a favorisé la résorption partielle du déficit, bien que les dépenses sociales et de soutien à l'activité aient été maintenues.



Pour 2023, la **suppression progressive des aides de soutien à l'activité** mise en place dans le cadre de la loi anti-pandémie (APL), ainsi que la **restriction des dépenses d'investissement public**, conjuguées à la **hausse prévue des recettes d'exportations** (augmentation des volumes exportés et prix favorables, bien que plus modérés qu'en 2022), **pourraient favoriser la résorption du déficit public**.

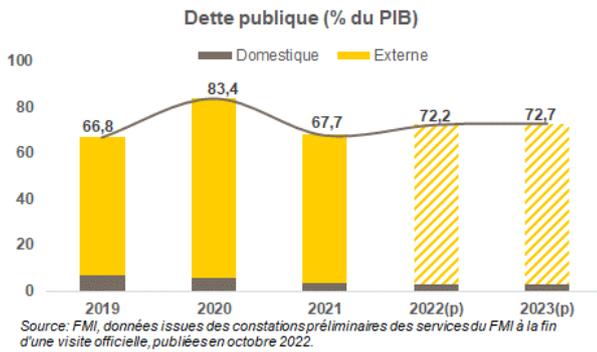
Selon le FMI, des **mesures de recettes supplémentaires pourraient être envisagées dans le budget 2023**. Il s'agirait notamment de **l'élimination des exonérations de droits de douane pour les importations non alimentaires**, ainsi que **l'introduction de paliers progressifs dans l'impôt sur les revenus des personnes physiques**<sup>7</sup>.

A noter cependant que le **gouvernement est confronté à des engagements hors budget potentiellement importants** (dettes commerciales de la Banque de développement de Mongolie en particulier). **Le gouvernement a par ailleurs réintroduit un programme de subventions hypothécaires** qui transfère le risque lié au marché immobilier à l'Etat **puvant représenter un risque pour les finances publiques en cas de correction du prix des logements**<sup>8</sup>.

- **Une dette publique élevée**

La **dette publique reste élevée, prévue autour de 72% du PIB en 2022**, soit plus de 22 points au-dessus du plafond de dette préconisé par le FMI.

<sup>8</sup> Ce programme permet aux banques commerciales, avec un financement par prêt de la Banque centrale, de fournir à la population des prêts hypothécaires à un taux d'intérêt de 8 % (contre 13% actuellement) et cela pendant 30 ans maximum. Ce programme de prêts hypothécaires fortement subventionnés, qui devraient se poursuivre jusqu'en 2024, a stimulé une augmentation des emprunts, et ces passifs figureraient désormais dans le compte budgétaire du gouvernement.



La dette est majoritairement externe (environ 96% du total) et la baisse observée des réserves de change en 2022 a suscité des inquiétudes quant à la capacité du pays à assurer le service de sa dette extérieure<sup>9</sup> (Cf. Position extérieure). La Mongolie faisait ainsi partie des pays d'Asie, comme le Sri Lanka, le Laos ou encore le Pakistan, dont la baisse des réserves de change pouvait compromettre la capacité de l'Etat à honorer ses engagements externes.

La hausse prévue des exportations minières, ainsi que la nouvelle émission obligataire en janvier 2023 (pour refinancer une partie de dette existante) devraient cependant favoriser l'entrée des devises et soutenir les réserves de change du pays. Les paiements de la dette externe semblent ainsi assurés à court terme.

### 3. POSITION EXTÉRIEURE

- Des exportations peu diversifiées

Les exportations du pays sont peu diversifiées. Le cuivre et le charbon ont représenté en moyenne 75% des exportations entre 2017 et 2021. Le pays est fortement exposé à la demande en provenance de la Chine, qui absorbe en moyenne 84% des exportations. Le pays importe principalement du pétrole (1<sup>er</sup> poste d'importations), en provenance du pays voisin, la Russie.

En 2022, les exportations sont en hausse de 36% par rapport à 2021 à 12,5 Mds d'USD, ainsi que les importations à +27% sur la même période à 8,7 Mds d'USD. Le pays a enregistré un surplus commercial qui atteint un peu plus 3,8 Mds l'année dernière.

La poursuite des investissements dans les mines contribue cependant à augmenter les besoins d'importations (biens d'équipements en particulier), conduisant ainsi à une dégradation du solde courant.

<sup>9</sup> Pour mémoire, en 2017, suite à la détérioration de la balance des paiements et la faiblesse des réserves en devises, la capacité de la Mongolie à honorer le service de la dette semblait compromis. Le pays avait alors fait appel au FMI et avait obtenu son soutien financier (5,5 Mds d'USD d'une durée de 3 ans). L'accord avec le FMI avait aussi permis au pays de renouer les liens avec les créanciers multilatéraux et bilatéraux et de revenir sur les marchés financiers. Il a aussi contribué à la baisse de la dette publique à 66% du PIB en 2019, contre 87,5% du PIB en 2016 (avant programme du FMI).

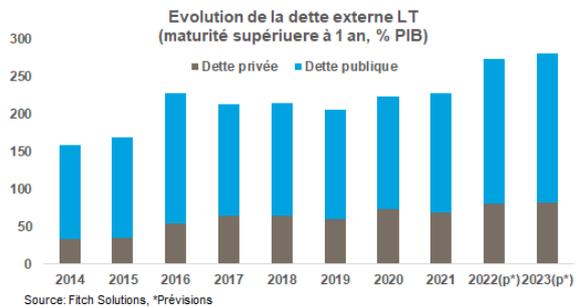
<sup>10</sup> Source IMF : <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/10/25/mcs102522->

Ce dernier devrait en effet se creuser prévu autour de 20% du PIB selon les prévisions du FMI<sup>10</sup>.

Pour 2023, la reprise de l'économie chinoise avec l'assouplissement de sa politique zéro-Covid est de bon augure pour les exportations de Mongolie (1<sup>er</sup> client à l'export), mais aussi pour le tourisme (près de 20% des entrées de touristes avant la crise sanitaire). Le déficit courant devrait ainsi un peu diminuer, mais resterait élevé autour de 17% du PIB.

- Un endettement externe élevé

La dette externe du pays est élevée, estimée à 255% du PIB en 2021 (contre 179% du PIB en 2014), dont près de 65% concerne le secteur privé (Cf. graphique ci-dessous). Il s'agit notamment de dette intra-groupe, des entreprises étrangères qui investissent principalement dans le secteur des mines du pays.



Concernant la part publique, elle est détenue par les créanciers multi et bilatéraux pour près de 67% en 2021. Le restant est détenu par le secteur privé, sous forme notamment d'obligations émises sur les marchés.

Depuis la crise de 2017, la Mongolie maintient une approche prudente vis-à-vis du marché obligataire. Le gouvernement a cependant profité des taux plus faibles en 2020/2021 pour émettre des nouvelles obligations de moyen terme libellées en USD, utilisées pour refinancer des émissions arrivant à échéance. Ainsi en juillet 2021, l'Etat a émis des obligations souveraines à hauteur de 1 Mds d'USD en deux tranches<sup>11</sup>. En janvier 2023, la Mongolie a émis une nouvelle obligation de 650 MUSD d'une durée de 5 ans. La transaction servirait à l'achat d'obligations existantes à échéance 2023 et 2024 et à financer une partie du budget de l'Etat, selon la presse<sup>12</sup>.

Près du tiers (paiement du principal) du total des émissions d'obligations de l'Etat mongol en circulation (environ 9% du PIB) seraient dus en

[mongolia-staff-concluding-statement-of-the-2022-article-iv-mission](#)

<sup>11</sup> La première avec une maturité de 6 ans à un taux de coupon de 3,75% et la second, avec une maturité de 10 ans au taux de 4,7%. Cette émission sera utilisée pour racheter les dettes existantes à court terme (échéances 2022 et 2023) avec des taux des coupons de 5,1% et de 5,6% respectivement.

<sup>12</sup> Source: [Mongolia's Investor Confidence Surges With High Demand for New Bond \(mongoliaweekly.org\)](#)

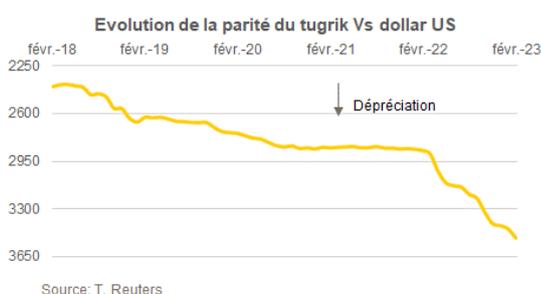


2023<sup>13</sup>, d'où le besoin de refinancer une partie de la dette arrivant à l'échéance. Cela est d'autant plus important, que le pays a connu une baisse non négligeable de ses réserves en devises, estimées à **près de 2,8 Mds d'USD en septembre 2022** (contre 4,2 Mds d'USD en octobre 2021), **soit environ 3 mois d'importations**.

**Si le remboursement de la dette en 2023 semble assuré à ce stade**, un éventuel retournement du prix des matières premières (métaux en particulier) pourrait peser sur la capacité du pays à honorer les échéances à partir de 2024.

- **Dépréciation progressive de la monnaie locale**

**Le tugrik a perdu près de 22% face au USD en YtD au 10 février 2023.** L'évolution de la monnaie est fortement corrélée aux résultats de la balance des paiements, dont le déficit courant s'est creusé en 2022. Celui-ci devrait un peu diminuer en 2023, mais resterait élevé ce qui pénaliserait l'évolution de la monnaie.



Source: T. Reuters

**La banque centrale dispose par ailleurs de peu d'espace pour soutenir la monnaie** compte tenu de la faiblesse des réserves en devises (autour de 3 mois d'importations). **Elle devrait néanmoins pouvoir compter sur le renouvellement de la ligne de swap de devises avec la Chine** (2,2 Mds d'USD) qui expire cette année. A noter par ailleurs que la **hausse prévue des exportations minières** vers la Chine en particulier, **devrait favoriser les entrées de devises et soutenir les réserves de change** du pays dans le courant de l'année.

## 4. ASPECTS POLITIQUES

- **Des épisodes d'instabilité politique récurrents**

**Ancien pays communiste, la Mongolie a adopté une constitution démocratique en 1992.** Le **système politique est dominé par le parti du peuple mongol (PPM)**, qui a d'ailleurs remporté la majorité des sièges

<sup>13</sup> Source : Fitch solutions

<sup>14</sup> Le premier Ministre de l'époque, Khurelsukh Ukhnaa (parti PPM), a démissionné de son poste face aux protestations contre les restrictions aux interactions sociales qui avaient affecté l'activité économique du pays. Le déploiement rapide des vaccins a cependant contribué à améliorer la perception de la population vis-à-vis du PPM, parti au pouvoir, favorisant ainsi la victoire de l'ancien premier Ministre Khurelsukh Ukhnaa qui s'était porté candidat quelques jours après sa démission.

au parlement lors des élections législatives de juin 2020, et le parti démocratique (PD) de l'ancien président Khaltmaagiyn Battulga.

**Malgré une certaine entente politique, des épisodes d'instabilité politique sont récurrents.** Critiqué durant la pandémie pour sa gestion inadéquate de la santé publique face à l'épidémie de Covid<sup>14</sup>, le gouvernement a dû faire face à des nouvelles manifestations de masse dans la capitale (en décembre) contre la « mafia du charbon ». Des dirigeants d'une société minière appartenant à l'Etat auraient en effet participé à un schéma de détournement d'argent provenant des ventes de charbon à la Chine<sup>15</sup>, ce qui a déclenché les manifestations de fin de l'année dernière<sup>16</sup>.

**Le risque des nouvelles manifestations n'est cependant pas à écarter** compte tenu de la frustration populaire face à la hausse du coût de la vie et la perception prégnante de la corruption au sein de la classe politique.

**La répartition et l'utilisation de la rente minière en Mongolie demeure par ailleurs un enjeu central.** Avec le développement du secteur minier, les inégalités ont eu tendance à s'accroître en Mongolie, entre les hauts revenus vivant à Oulan-Bator et les populations vivant dans des conditions précaires à la périphérie. 27,8% de la population serait en situation d'extrême précarité, vivant en dessous de la ligne de pauvreté en 2020<sup>17</sup>.

- **Renforcement des relations avec la Chine**

**La Mongolie entretient des relations étroites avec ses voisins, la Chine** (partenaire financier et 1<sup>er</sup> client à l'exportation) et la **Russie** (dont elle dépend pour son approvisionnement en énergie). **Les liens avec la Chine devraient se renforcer.** En septembre 2022, un nouveau chemin de fer reliant la mine de charbon de *Tavan Tolgoi* à la frontière chinoise a été ouverte et plusieurs lignes déjà existantes devraient être modernisées grâce aux financements chinois<sup>18</sup>.

**Avec la Russie, la Mongolie ne peut se permettre de détériorer sa relation** puisqu'au-delà des approvisionnements d'énergie, le pays utilise les banques russes pour faciliter son commerce externe. Les banques chinoises devraient cependant constituer une solution alternative compte tenu des sanctions financières qui pèsent sur les banques russes. La Mongolie devrait par ailleurs jouer un rôle de pays transit

<sup>15</sup> Source: [bne IntelliNews - Mongolia to take public company at heart of coal mafia corruption scandal](#)

<sup>16</sup> L'arrestation des responsables, ainsi que des réformes visant à favoriser la transparence des ventes de charbon a été décidé.

<sup>17</sup> Asian Développement Bank, avril 2022.

<sup>18</sup> Dans le cadre du financement du corridor économique Chine-Mongolie-Russie, qui a été prolongé de cinq ans en septembre 2022.



pour la gaz russe, détourné de l'UE vers la Chine, grâce au projet Power of Siberia 2<sup>19</sup>.

**Les relations avec l'Union Européenne sont bonnes. Le pays a adhéré aux normes internationales de bonnes pratiques en matière de transparence fiscale et est sorti de la liste « noire » des paradis fiscaux de l'Union Européenne** (en janvier 2018) et plus récemment **de la liste « grise », de surveillance du GAFI.**

- **Un niveau de corruption encore jugé élevé**

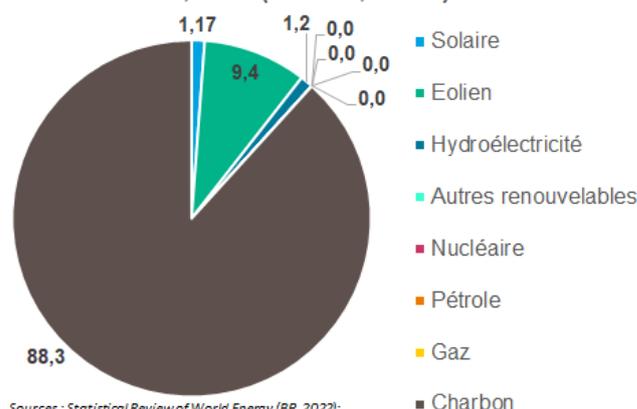
**La Mongolie occupait la 81<sup>ème</sup> place sur 190 pays en matière d'environnement des affaires**, selon la Banque Mondiale (**Doing Business 2020**). Le pays était particulièrement bien noté en matière d'accès au crédit et de protection des investisseurs minoritaires. Les entreprises étrangères bénéficient également des mêmes avantages et droits que ceux accordés aux entreprises locales.

**Le pays est en revanche assez mal classé en termes de corruption.** Selon Transparency International, la Mongolie a encore perdu quelques places au classement et se positionne désormais à la 110<sup>ème</sup> place sur 180 pays. Des affaires de corruption entourant la classe politique concernant notamment l'attribution des contrats miniers ou le détournement de fonds (l'affaire de la Mafia du charbon plus récemment) éclatent régulièrement<sup>20</sup>.

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

**La Mongolie se positionnerait à la 9<sup>ème</sup> place sur 160 pays en termes d'émissions de CO2 par habitant. La production d'électricité** via les centrales à charbon constituerait la **principale source d'émissions** dans ce pays (Cf. graphique ci-dessous). Le chauffage au charbon est encore largement utilisé. Sur ce point justement, le pays a reçu une subvention de 2 MUSD d'un fonds japonais, afin d'augmenter notamment la part du renouvelable dans les systèmes de chauffage dans les régions plus reculées du pays<sup>21</sup>. Des projets de développement d'énergie renouvelable (parc éolien de Sainshand)<sup>22</sup> devraient cependant contribuer à la réduction des émissions de CO2 à plus moyen terme. Dans l'ensemble, les émissions de gaz à effet de serre (GES) du pays ont eu tendance à ralentir sur les 5 dernières années (2014-2018).

**Mongolie : production d'électricité par sources, en % (2021=7,7 TWh)**



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

La Mongolie est signataire des accords de Paris et s'est engagée à mener des actions en faveur du climat, sans pour autant s'engager sur un objectif précis de réduction de gaz à effet de serre (GES). Les actions à mener, sous réserve notamment d'un soutien financier externe, devraient contribuer à une réduction des émissions de GES d'environ 22,7% à l'horizon 2030. Cette réduction projetée est calculée en fonction d'un scénario tendanciel d'émissions sur ce même horizon.

<sup>19</sup> Il s'agit d'un réseau de gazoducs destiné à relier les champs gaziers russes de Sibérie occidentale, jusqu'à peu destiné aux exportations vers l'Europe, avec les réseaux de gazoduc en Chine.

<sup>20</sup> [Mongolie : un scandale de corruption pousse les manifestants dans la rue \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

<sup>21</sup> [ADB Grant to Build Renewable Energy Heating Systems in Mongolia | Asian Development Bank](https://www.adb.org/fr/press/all/2017-222-usd-120-million-deal-signed-for-sainshand-wind-farm-in-mongolia)

<sup>22</sup> <https://www.eib.org/fr/press/all/2017-222-usd-120-million-deal-signed-for-sainshand-wind-farm-in-mongolia>



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

**Baptiste Thornary**

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

**Anne-Sophie Fèvre**

*Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie*

as.fevre@bpifrance.fr

**Adriana Meyer**

*Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est*

adriana.meyer@bpifrance.fr

**Victor Lequillier**

*MENA, Turquie, Chine, ASEAN*

victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

**Sabrina El Kasmi**

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

**Laetitia Morin**

*Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME*

laetitia.morin@bpifrance.fr

**Thomas Laboureau**

*Macroéconomie France, conjoncture ETI*

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.